

Christine Delory-Momberger
Jean-Jacques Schaller

Le projet de ce dossier thématique s'inscrit dans le vaste mouvement de réflexion et de recherche qui, rassemblant philosophes et géographes, urbanistes et sociologues, s'est attaché à penser depuis une quarantaine d'années « l'espace des sociétés »¹ et « la spatialité typique des acteurs individuels » (Lussault, 2007), et qui a donné une élaboration particulière au concept de « l'habiter » en tant que condition de l'être-au-monde² et que « propre de l'humain » (Paquot, Lussault & Younès, 2007). Ainsi entendu, l'habiter désigne une relation intime et constitutive, à la fois matérielle et idéale, des hommes avec leur(s) espace(s) de vie, un champ de pratiques et d'expériences traversé par l'histoire et par le social et ouvert à l'action et à la transformation (Lefebvre, 2000).

C'est dans le faisceau de tensions et d'interactions entre l'expérience individuelle et la construction sociale et institutionnelle de « l'habiter », entre les pratiques et représentations des habitants et les projets et agencements des décideurs, entre l'action individuelle ou collective et les « politiques de l'espace », entre l'espace tel qu'il « fait lieu » pour chacun ou qu'il peut être revendiqué comme « bien commun » et l'espace construit objet de normes techniques, de dispositifs étatiques, de mesures de gouvernance, que les individus expérimentent et construisent des formes d'existence *dans l'espace* constitutives de leurs identités individuelles et sociales. Sous la forme spécifique de l'habiter, l'espace constitue ainsi une des dimensions de la *biographie*³ : de même qu'elle s'inscrit dans une écriture du temps, dans une *chrono-graphie*, toute biographie s'inscrit dans une écriture de l'espace, dans une *géo-graphie*. Dans ce sens, entre l'espace et ceux qui y vivent et qui l'agissent, il y a un rapport de constitution et d'écriture réciproque : les hommes habitent les lieux et les lieux les habitent, ils construisent les lieux et les lieux les construisent, ils font signifier les lieux et les lieux confèrent du sens à leur expérience et à leur action (Schaller, 2007).

¹ Voir une remarquable synthèse de ces travaux dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* dirigé par J. Lévy et M. Lussault (2003). Voir également la revue *Espaces et sociétés*, fondée en 1970 par Henri Lefebvre.

² « Être homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter. Habiter est la manière dont les mortels sont sur terre. » M. Heidegger, 1980, p. 173. Voir également Berque, 1996.

³ Pour la recherche biographique, la notion de *biographie* (étymologiquement « écriture de la vie ») renvoie, non pas au cours factuel et à la « réalité » de la vie, mais aux constructions (en particulier narratives) selon lesquelles l'individu se représente son existence et dans lesquelles il se reconnaît lui-même et se fait reconnaître par les autres.

À cette *géographicité* constitutive des espaces humains répond l'infinie variété des formes et des modes de « l'habiter » : du corps qui en est le premier « lieu » au monde qui en représente l'horizon, des lieux remémorés de l'enfance aux lieux vécus du présent quotidien, des espaces privés du « chez-soi » aux univers polysémiques de l'espace public, des espaces planifiés par les urbanistes et les architectes à l'écologie vivante de la rue et du quartier, de la réalité tangible des lieux à leur investissement imaginaire. Mais, dans la mesure où l'espace de « l'habiter » organise, régleme, idéologise la relation de distance et de proximité à l'autre, au collectif, au social, dans la mesure où il pose à chaque fois pour l'individu et pour la société la question de l'être-ensemble et du faire-ensemble, le *biographique* y côtoie sans cesse le *politique*⁴, l'*habitant* y est sans cesse interpellé dans son positionnement de *sujet dans la Cité*.

Une telle matière et ce qu'elle invite à vivre et à penser est considérable. Elle mobilise philosophes, sociologues, politistes, géographes, architectes, urbanistes, ingénieurs des territoires. Elle engage les responsables et les décideurs politiques. Elle anime les poètes et les plasticiens, les rêveurs et les éveilleurs d'espace. Elle concerne tous et chacun en ses pratiques des lieux et ses manières d'habiter.

Dans cette matière extrêmement riche, il fallait délimiter un espace où « habiter » à notre tour. Le titre proposé, « Habiter en étranger. Lieux mouvements frontières », indique l'orientation retenue pour ce dossier, dans lequel nous souhaitons interroger les conditions, matérielles et mentales mais aussi sociales et politiques, d'un habiter marqué par la mobilité, la précarité, la marginalité – autant de traits qui viennent contredire des représentations normées des pratiques d'habiter : là où « habiter », conformément à l'étymologie (*habere*, avoir, posséder), désigne et produit un espace que l'on reconnaît pour sien et dans lequel on se reconnaît (où on a ses *habitudes*, où l'on a l'*habitude de soi*), c'est un habiter où l'on est « hors de son propre », un habiter du « hors-lieu » que nous voulons questionner ; là où « habiter » désigne et installe une « permanence » et un « demeurer », un habiter traversé par le transitoire et la mobilité ; là où « habiter » institue le tracé et la limite entre un dedans et un dehors, entre un chez-soi (un chez-nous) et un ailleurs étranger, un habiter où se brouillent les frontières du chez-soi et de l'en-dehors, un habiter de l'entre-deux, un habiter « en étranger »⁵.

⁴ Rappelons la définition que donne Hannah Arendt du politique et le rapport qu'elle établit entre politique et espace : « L'homme est a-politique. La politique prend naissance dans l'espace-qui-est-entre-les hommes, donc dans quelque chose de fondamentalement extérieur-à-l'homme. Il n'existe donc pas une substance véritablement politique. La politique prend naissance dans l'espace intermédiaire et elle se constitue comme relation. » Arendt, 1995, p. 42.

⁵ Voir le beau livre de Guillaume Le Blanc, *Dedans, dehors. La condition d'étranger* (2010), recensé dans ce numéro.

Une telle orientation invite à prendre la mesure des mutations et peut-être des révolutions apportées dans les régimes d'habiter par les flux de la société mondialisée et par les évolutions sociétales qu'ils entraînent ; elle invite à observer les phénomènes de délocalisation et de polytopicité liés aux technologies des transports, de l'information et de la communication (Stock, 2006) ; elle appelle à faire droit aux mobilités imposées et moins souvent choisies dont se tissent aujourd'hui les existences : migrations, déplacements de populations, errances subies ou pérégrinations volontaires participent à construire des lieux marqués par le transit, l'entre-deux, la liminarité.

À ces effets de flux, les politiques néolibérales, qui dominent largement l'économie mondiale comme les économies nationales, viennent ajouter leurs conséquences propres : en même temps qu'elles fabriquent structurellement du chômage, de la précarité, de l'exclusion, elles produisent des effets de dé-placement, de dé-territorialisation, en particulier chez des catégories de population rendues vulnérables ou marginales et dont les conditions et les modes d'habiter se voient pour certaines d'entre elles profondément perturbés. Ici comme ailleurs, les crispations sociales et identitaires qui naissent des crises du néolibéralisme (ou qui lui sont consubstantielles) contribuent à dresser des frontières externes et internes, matérielles et mentales, sur la base de clivages qui ne sont plus seulement sociaux, mais aussi culturels et ethniques (Fassin, 2010). Dans ce cadre, les contributions de ce dossier s'attachent à rendre compte des manières dont *trouvent* (ou ne trouvent pas) *leur lieu* des catégories de populations que rapproche entre elles leur situation de non-reconnaissance (ou de moindre reconnaissance) dans l'espace public, voire d'exclusion et d'ostracisation hors de l'espace commun – réfugiés, déplacés, sans-papiers, mais aussi prostitué(e)s, handicapés, malades mentaux, prisonniers – : autant de personnes qui, pour des raisons diverses (politiques, économiques, sociales, morales, médicales) sont l'objet d'une *mise à l'écart* au sens propre du terme, d'une privation d'« espace de vie », et dont les combats pour la reconnaissance passent par une reconquête de « lieux où habiter »⁶.

« L'agir social, écrit Axel Honneth, se manifeste dans la structure de l'espace matériel dans laquelle nous nous faisons face les uns aux autres. » (2006, p.165). Les conditions du vivre-ensemble – autrement dit l'état du politique – se lisent dans les lieux. L'habiter est un des symptômes de notre rapport à l'autre et de nos pathologies sociales. Dans « la lutte des lieux » (Magnaghi, 2003) se jouent les procès de reconnaissance des sujets individuels

⁶ On peut faire le rapprochement avec certaines des « hétérotopies » analysées par Foucault. Parmi elles, il évoque les « hétérotopies de déviation, c'est-à-dire que les lieux que la société ménage dans ses marges, dans les plages vides qui l'entourent, sont plutôt réservés aux individus dont le comportement est déviant par rapport à la moyenne ou à la norme exigée. De là les maisons de repos, de là les cliniques psychiatriques, de là également bien sûr, les prisons. Il faudrait sans doute y joindre les maisons de retraite, puisque après tout l'oisiveté dans une société aussi affairée que la nôtre est comme une déviation (...). » M. Foucault (2009). *Les Hétérotopies*. Paris : Editions Lignes, p. 26.

et collectifs et la réappropriation de l'espace démocratique et de la communauté politique. Laissons Henri Lefebvre conclure :

« Rien ni personne ne peut éviter l'épreuve de l'espace. Plus et mieux, un groupe, une classe ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme "sujets" qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantômes. L'investissement spatial, la production de l'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort » (Lefebvre, 2000, p. 478-479).

Références bibliographiques

- ARENDT, H. (1995). *Qu'est-ce que le politique ?* Paris : Seuil.
- BERQUE, A. (1996). *Être humains sur la Terre. Principes d'éthique de l'écoumène.* Paris : Gallimard.
- FASSIN, D. (dir.) (2010). *Les nouvelles frontières de la société française.* Paris : La Découverte.
- FOUCAULT, M. (2009). *Les Hétérotopies.* Paris : Éditions Lignes.
- HEIDEGGER, M. (1980 [1951]). Bâtir Habiter Penser. In *Essais et conférences* (p. 170-193). Paris : Gallimard.
- HONNETH, A. (2006). *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique.* Paris : La Découverte.
- LE BLANC, G. (2010). *Dedans, dehors. La condition d'étranger.* Paris : Seuil.
- LEFEBVRE, H. (2000 [1974]). *La production de l'espace.* Paris : Anthropos.
- LÉVY, J & LUSSAULT, M. (dir.) (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés.* Paris : Belin.
- LUSSAULT, M. (2007). *L'Homme spatial. La construction sociale de l'espace humain.* Paris : Seuil.
- MAGNAGHI, A (2003). *Le projet local.* Sprimont : Pierre Mardaga.
- PAQUOT, TH., LUSSAULT, M. & YOUNÈS, CH. (dir.) (2007). *Habiter, le propre de l'humain.* Paris : La Découverte.
- SCHALLER, J.-J (2007). Un lieu apprenant : de l'habitus à l'historicité de l'action, *Orientation Scolaire et Professionnelle*, 36/1, 83-93.
- STOCK, M (2006). L'hypothèse de l'habiter poly-topique : pratiquer les lieux géographiques dans les sociétés à individus mobiles. *Espaces Temps.net*, Textuel, 26.02.2006.
<http://espacestemp.net/document1853.html>